

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 22 Novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL ENROBES 35**

Lieu-dit Sautoger  
35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon

Références : UD35/2023-648

Code AIOT : 0005514788

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement SARL ENROBES 35 implanté au lieu-dit Sautoger à Vieux-Vy-sur-Couesnon (35490).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ENROBES 35
- Sautoger 35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon
- Code AIOT : 0005514788
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation comprend une centrale d'enrobage située au sein d'une carrière en exploitation, sur la commune de Vieux-Vy-Sur-Couesnon. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 4 mai 2006 mais relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 (centrale d'enrobage à chaud).

Un porter à connaissance a été réalisé récemment par l'exploitant auprès des services préfectoraux indiquant que la centrale fonctionne désormais au GPL et non plus fioul.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative, changement d'exploitant et classement ICPE,
- Porter à connaissance,
- Cessation partielle d'activité,
- Rejets atmosphériques,
- Rejets eaux résiduaires,
- Conditions d'exploitation du stockage de GPL.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.5
12	Cuve de GPL - Moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C (extrait)
13	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.7 (extrait)

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.4
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.2.1
3	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.1
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.2
6	Rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.4
7	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 4.3.5
8	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, articles 8.2.2.1 et 4.3.9
9	Stockage en rétention	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, articles 7.6.3 et 7.6.5 (extraits)
10	Stockage de GPL - distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.2 (extrait)
11	Cuves de GPL - Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2 (extraits)

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la suppression du stockage de fioul, désormais remplacé par du GPL, la cessation d'activité de l'installation relevant de la rubrique n° 1432 (stockage de liquide inflammable) devra être réalisée.

Un nouveau contrôle des rejets atmosphériques est attendu sous 6 mois une fois les réglages du brûleur effectués.

Par ailleurs, certaines dispositions relatives à la protection incendie doivent être complétées : contrôle des extincteurs à proximité des cuves, affichage des consignes, deuxième lance incendie à installer.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> La SARL ENROBES 35 a déclaré le 30 juin 2022 prendre la succession de la société COLAS FRANCE pour l'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud située au lieu dit "Sautoger" à Vieux-Vy-sur-Couesnon. Un récépissé de succession lui a été délivré le 18/07/2022 à cette fin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> 2521-1 : Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d'...) : poste d'enrobage de matériaux routiers à chaud, production nominale de 300 t/h → régime de l'Autorisation  1432-2 : Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : capacité équivalente totale > 10 m <sup>3</sup> et < 100 m <sup>3</sup> Capacité équivalente totale égale à (45 + 12) / 5 = 11,4 m <sup>3</sup> → régime de la déclaration  1520-2 : Dépôt de matières bitumineuses : quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation > 50 t et < 500 t Quantité totale présente dans l'installation est de 180 t → régime de la déclaration  2517-2 : Station de transit de produits minéraux solides : capacité de stockage > 15 000 m <sup>3</sup> et < 75 000 m <sup>3</sup> Capacité de stockage égale à 20 000 m <sup>3</sup> → régime de la déclaration  2910-A-2 : Combustion : puissance thermique comprise entre 2 et 20 MW Combustibles utilisés : FOL (brûleur du tambour) et FOD (chaudière) Puissance thermique totale (tambour et chaudière) : 18 MW + 0,7 MW = 18,7 MW → régime de la déclaration  2915-2 : Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (huile diathermique) : quantité totale de fluide présente dans l'installation supérieure à 250 l Quantité totale de fluide présente dans l'installation est de 3 000 l → régime de la déclaration
<b>Constats :</b> Par décret du 09/04/2019, la rubrique n° 2521 a été modifiée, plaçant le site de la société ENROBES 35 sous le régime de l'Enregistrement (pas de modification de la production nominale toujours équivalente à 300 t/j). Par ailleurs, suite au changement de combustible utilisé (passage du fioul au gaz), l'établissement ne relève plus d'un classement au titre de la rubrique 1432. D'autre part, le brûleur du tambour est aujourd'hui intégré au sein de la rubrique 2521 et ne relève donc plus d'un classement au titre de la rubrique n° 2910 (application des dispositions de la circulaire du 6 mars 2007). L'installation d'un stockage de gaz relevant de la rubrique 4718 (en déclaration) a été notifiée à l'inspection via un porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation du site en novembre 2021. La station de transit relevant de la rubrique 2517 est inchangée. Le stockage de matières bitumineuses est également identique aujourd'hui mais relève désormais de la rubrique 4801 (en déclaration) et non plus de la rubrique 1520 (qui a été supprimée). Le chauffage des produits est alimenté électriquement et non plus par fluide caloporteur : l'installation relevant de la rubrique n° 2915 a donc été supprimée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Un porter à connaissance a été réalisé par la société COLAS FRANCE en novembre 2021. Le process de fabrication des enrobés à chaud n'est pas modifié, pas plus que la capacité nominale de production du site. Le séchage des matériaux est désormais assuré par un brûleur fonctionnant au GPL et non plus au fioul lourd TBTS. Le stockage de fioul a ainsi été supprimé (60 t) et deux cuves aériennes de GPL (relevant de la rubrique n° 4718-2b) ont été installées pour alimenter l'installation (29.2 m3 chacune soit un stockage global 30 t). L'inspection note ici qu'une seule cuve de 70 m3 était initialement prévue mais la récupération et l'installation de deux cuves situées sur d'autres sites a été privilégiée : le stockage est au total inférieur à celui annoncé dans le porter à connaissance (à savoir 32 t). L'objectif de cette modernisation est de réduire les émissions gazeuses et particulaires issues de la combustion du fioul (SO2 et NOx en particulier). Le dossier de porter à connaissance comprend notamment un état de la conformité de ce nouveau stockage de gaz aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées. Aucune dérogation aux prescriptions ministérielles n'a été demandée dans le cadre du porter à connaissance (PAC) déposé. Lors du dépôt de ce PAC en novembre 2021, la société COLAS FRANCE, alors titulaire de l'autorisation préfectorale, avait indiqué vouloir conserver le bénéfice de son arrêté d'autorisation, bien que le site relève du régime de l'Enregistrement. L'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 prévoit en effet dans son article 1er qu'il ne puisse s'appliquer qu'aux installations existantes qui en font la demande. Cette position a été confirmée par la société ENROBES 35 désormais titulaire de l'autorisation lors de l'inspection réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - rubrique 1432
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations autorisées avec une durée limitée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment : <ol style="list-style-type: none"><li>1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,</li><li>2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,</li><li>3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,</li></ol>
<b>Constats :</b>  Suite à la suppression du stockage de fioul précédemment exploité, une cessation de l'activité relevant de la rubrique n° 1432 doit être réalisée dans les formes prévues par le code de l'environnement, dont les principales exigences sont reprises au sein de l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site mentionné ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduites et installations raccordés
<b>Prescription contrôlée :</b> N° de conduit : 1 → Installations raccordées : Tambour-sécheur Combustible : Fuel lourd TBTS  N° de conduit : 2 → Installations raccordées : Chaudière de réchauffe du fluide caloporteur Combustible : Fuel domestique
<b>Constats :</b> Dans le cadre de la modernisation des installations et du passage au gaz de l'alimentation du tambour-sécheur, la chaudière de réchauffe du fluide caloporteur a été supprimée. Le conduit n° 2 n'existe donc plus : la prescription du présent article est donc inadaptée à ce jour.  Seul le conduit n° 1 est toujours présent : le combustible utilisé est désormais le gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet - Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li> <li>• à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.</li> </ul> <p>Concentration en O2 de référence : 17 %  Concentrations instantanées (en mg/Nm3) :  Poussières : 50  SO2 : 1700  NOX en équivalent NO2 : 500  COV exprimé en Carbone : 110  HAP : 3</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle a été effectué le 20/09/2023, dans le respect de la périodicité réglementaire fixée à 3 ans. Les valeurs limites à respecter ont été fixées via l'arrêté préfectoral avec comme combustible le fioul et ne sont donc aujourd'hui plus adaptées : elles sont cependant respectées. L'organisme ayant procédé au contrôle a pris pour référence les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux installations relevant du régime de l'Enregistrement sous la rubrique n° 2521 (qui n'est cependant pas réglementairement exigible ici). Des dépassements sont alors constatés pour le SO2 (oxydes de soufre) et le CO (monoxyde de carbone - paramètre aujourd'hui non réglementé par l'arrêté préfectoral). Selon l'analyse de l'exploitant, ils seraient dus à la nécessité de régler les paramètres du brûleur suite au passage de la combustion au fioul vers celle au gaz, qui a eu lieu en avril dernier.</p> <p>&gt; L'inspection invite la société ENROBES 35 à faire réaliser les réglages nécessaires sur son installation et à procéder sous 6 mois à un nouveau contrôle dont les résultats (rapport de contrôle) seront transmis à l'inspection. Le cas échéant, si des dépassements sont constatés, la transmission de ce rapport sera accompagnée d'un plan d'actions permettant de les résorber.</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz est conforme à l'attendu (&gt; 8 m/s) et les analyses ont été réalisées sur gaz humides (et non sur gaz secs comme mentionné dans l'arrêté préfectoral). Sur ce dernier point, la circulaire du 6 mars 2007 précise en effet que : « <i>En ce qui concerne leurs émissions, les installations classées dans cette rubrique sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998. Dans cet arrêté, il est stipulé, article 24, que les mesures effectuées pour déterminer les concentrations de polluants des émissions des installations de séchage, ce qui est le cas des centrales d'enrobage, <u>doivent l'être sur gaz humides</u>. Je vous demande donc de préciser explicitement ce point dans vos arrêtés autorisant l'exploitation des centrales d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers.</i> »</p> <p>La mesure a donc été effectuée dans les conditions requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Protection des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Point n° 1 : Eaux usées domestiques : fosse étanche, vidangée par une société spécialisée autant que de besoin.</li><li>• Point n°2 : Eaux pluviales : fossé Sud après traitement dans un bassin de décantation de 200 m3 et un séparateur d'hydrocarbures suffisamment dimensionné équipé d'un dispositif d'obturation automatique.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le dimensionnement du bassin de gestion des eaux a été revu par l'exploitant pour permettre un double usage (régulation du pluvial et gestion des eaux d'extinction) : il est ainsi de 400 m3 et non plus de 200 m3 (la prescription correspondante de l'arrêté préfectoral est inadaptée désormais). Les éléments attestant de ce dimensionnement ont été communiqués à l'inspection lors de la visite. Le séparateur à hydrocarbure présentait par ailleurs un état de propreté satisfaisant lors de l'inspection. Le jour de la visite, la pose du grillage (équipé d'un portillon fermant à clé) permettant la mise en sécurité du bassin de gestion des eaux était en cours de finalisation : l'inspection note que la vanne destinée à assurer le confinement des eaux en cas de nécessité se trouve à l'intérieur du périmètre grillagé, ce qui ralentira toute intervention en cas d'urgence. > L'inspection invite l'exploitant à sortir la vanne de confinement du périmètre grillagé pour en faciliter l'accès et la manœuvre en cas de besoin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 8.2.2.1 et 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 8.2.2.1 :  A la sortie du réseau pluvial, un prélèvement et une analyse portant sur les paramètres définis à l'article 4.3.9 sera réalisée à la demande de l'inspection des installations classées. Le bon fonctionnement du décanteur déshuileur sera vérifié autant que de besoin, et au moins une fois tous les 6 mois.  Art. 4.3.9 : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites ci-dessous définies.  Concentration moyenne journalière (mg/l) : MEST : 100 DCO : 300 DBO5 : 100 Hydrocarbure Totaux : 5
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle réalisé en sortie du débourbeur-séparateur à hydrocarbures a été effectué le 25/09/2023 et ne met en évidence aucun dépassement des valeurs limites en concentration fixées par l'arrêté préfectoral. Un contrôle visuel du séparateur à hydrocarbures est réalisé tous les 6 mois comme attendu. Son entretien (évacuation des boues) sera réalisé tous les ans (cela n'a pas été réalisé à ce jour car ce dernier a été installé depuis moins d'un an).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Stockage en rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 7.6.3 et 7.6.5 (extraits)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage en rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 7.6.3 Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> [...]  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...]  Art. 7.6.5 L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
<b>Constats :</b> Le parc à liants a été modifié et accueille désormais trois cuves de 60 m3 chacune (au lieu de 2 précédemment) : la rétention commune associée est d'une capacité de 110 m3, ce qui répond aux objectifs fixés (la moitié de la capacité totale étant de 90 m3). Le jour de la visite son état de propreté était satisfaisant. Lorsque l'eau de pluie s'y accumule, l'exploitant dispose d'une pompe lui permettant de garantir la disponibilité du volume nécessaire. Le jour de la visite, le volume de la rétention était pleinement disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Stockage de GPL - distances d'éloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.1.2 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'éloignement des limites de site
<b>Prescription contrôlée :</b> Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. Si la capacité déclarée du stockage dépasse 15 tonnes, cette distance est portée à 7,5 mètres.
<b>Constats :</b> Chaque citerne 29.2 m3 peut contenir jusqu'à 15.04 t de GPL : la distance d'éloignement requise est donc de 7,5 m. Le périmètre ICPE de la centrale d'enrobage est délimité par la parcelle cadastrale D733 dont le périmètre se trouve au minimum à une vingtaine de mètres des soupapes des réservoirs, dans le respect de la présente prescription. > Compte-tenu qu'une seule et unique citerne était prévue initialement et a été portée à la connaissance des services préfectoraux, l'inspection invite l'exploitant à actualiser son plan et à le lui transmettre.  L'inspection note que la centrale d'enrobage se situe au sein d'une carrière et à proximité d'une centrale à béton exploitées sur le même site : il existe ainsi une voie de circulation commune aux 3 activités au sein de cette parcelle, qui contourne la cuve de propane. Cette voie se trouve néanmoins à plus de 7.5 m de la cuve : des blocs de pierres de protection ont par ailleurs été positionnés autour des stockages de GPL pour éviter que les poids-lourds ne s'en approchent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 11 : Cuve de GPL - Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2 (extraits)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables). [...]  III. Les organes accessibles de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité, à l'exception des soupapes, des réservoirs sont protégés par une clôture ou placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.
<b>Constats :</b> L'aire accueillant les citernes est entourée d'une clôture de 2 m de hauteur qui est équipée d'un portillon fermé à clé . Tous les organes de sécurité sont donc protégés par une clôture. Les clés d'accès par le portail sont détenues par le chef de poste.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours sont au minimum constitués de : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg ;</li><li>- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant. Pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures.</li><li>- pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 t, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;</li><li>- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence de deux extincteurs de 9 kg à poudre ABC près de chaque réservoir. Le dernier contrôle des extincteurs du site a bien été réalisé au cours de l'année écoulée (périodicité annuelle requise) mais ces extincteurs en particulier ne figurent pas dans le rapport de contrôle correspondant.  <b>&gt; Le dernier contrôle effectué sur ces extincteurs date ainsi de juin 2021 selon l'étiquette de contrôle qui y est apposée : l'inspection demande à ce qu'un nouveau contrôle soit réalisé sur ces équipements sous 1 mois.</b>  Deux bâches incendie de 120 m <sup>3</sup> chacune (débit 60 m <sup>3</sup> /h) ont été implantées à moins de 200 m des installations de stockage : elles sont équipées de raccords normalisés.  <b>&gt; L'inspection invite l'exploitant à tester le bon fonctionnement de ces prises d'eau et leur adaptation aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours avec ces derniers.</b>  Le dossier de porter à connaissance comporte la fiche de données de sécurité du propane, indiquant une densité de 502 kg/m <sup>3</sup> , ce qui, compte-tenu de la capacité de la cuve (29 200 l), porterait la quantité de gaz maximale contenue à moins de 15 t. Seule une lance et un tuyau sont donc requis : cependant il est nécessaire que chaque cuve en soit équipée. L'inspection n'a constaté sur place la présence que d'une seule lance : une deuxième devra donc être installée. Par ailleurs, cette lance se situe à l'intérieur du périmètre grillagé et fermé à clé, à proximité immédiate de l'une des cuves, ce qui rend son accès peu aisé en cas d'incident.  <b>&gt; L'inspection demande à ce qu'une deuxième lance d'arrosage (+ tuyau associé) soit implantée afin que chaque cuve dispose de son propre dispositif d'extinction. Par ailleurs, l'exploitant devra démontrer la pertinence du positionnement choisi pour ces dispositifs en cas d'incident sur les cuves (l'intérieur du périmètre grillagé paraît mal adapté dans le cas présent).</b>

**N° 13 : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.7 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces consignes [de sécurité] indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque - notamment l'interdiction de fumer et l'interdiction d'utiliser des téléphones cellulaires – dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "incendie" et "atmosphères explosives". Cette interdiction est affichée soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes au niveau de l'aire de stockage ;
<b>Constats :</b>  Le panneau indiquant les consignes de sécurité a été posé au sol lors de la pose du grillage, qui était toujours en cours le jour de l'inspection.  > <b>L'inspection demande à ce que le panneau soit apposé sur le grillage pour être clairement visible au niveau de l'aire de stockage.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites